

# La Mauritanie : Identité et Stratégie entre Maghreb et Afrique de l'Ouest.

## ***La Mauritanie entre Maghreb et Sahel***

C'est dans le sol de l'espace mauritanien que gisent les vestiges « soudaniens » du royaume de Ghana et des cités musulmanes du fleuve Sénégal<sup>1</sup>. C'est aussi dans cet espace que se sont établies les cités caravanières des amazighes Sanhaja<sup>2</sup>. Dans cet univers berbère a éclos, au XIème siècle, le mouvement politico-religieux des Almoravides qui a unifié le Maghreb occidental et l'Espagne, fondé la capitale impériale de Marrakech et instauré le monopole du *Fiqh* malékite en Occident Musulman.

L'histoire du *Trab al-Baydān* est donc celle d'un pont entre Méditerranée et Sahel.

Cet espace mauritanien est souvent négligé aussi bien dans l'étude du « Maghreb » que dans celle de « l'Afrique de l'Ouest ». Pour deux raisons :

-La Mauritanie a été conquise par les troupes coloniales françaises depuis le Sénégal ; rattachée à l'AOF, son histoire « moderne » s'est donc largement orientée vers l'espace subsaharien.

-La géographie française s'est efforcée de disjoindre les liens transsahariens, en interrompant son commerce et en distinguant racialement ses « sujets français », entre « nord-africains » et « noirs ».

Pourtant la Mauritanie contemporaine se revendique à la fois africaine et arabe, et cherche sa place, et son positionnement stratégique, entre Unité Africaine et Ligue Arabe.

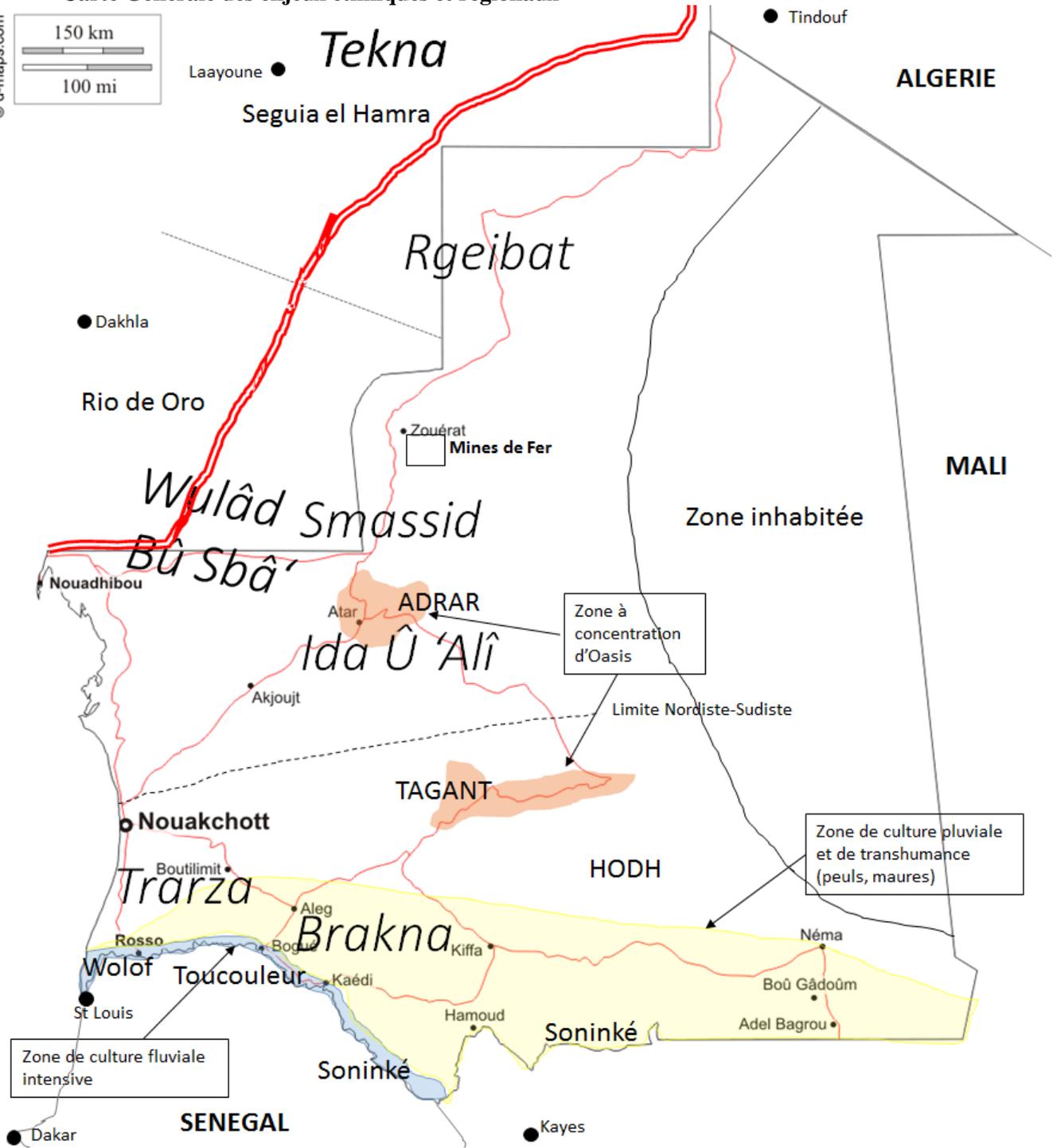
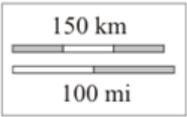
---

<sup>1</sup> Tekrūr au X-XIème siècle

<sup>2</sup> Awdaghost puis Wallata ou Tichit, et plus récemment Chinguetti et Ouadane

# Carte Générale des enjeux ethniques et régionaux

© d-maps.com



# **1 : « Mauritanien nous resterons ! »... entre AOF et Maroc (1945-1972)**

L'armée française s'empare de la rive droite du fleuve Sénégal au tournant des XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles. En 1920, le ministère des Colonies institue un Territoire de la Mauritanie au sein de l'Afrique Occidentale Française (AOF) avec la commune française de St Louis pour capitale. Son nom comme son identité découlent de sa composante ethnique « maure ».

Il devient Territoire d'Outre Mer (TOM) de Mauritanie à la fondation de l'Union Française (UF) en 1945. L'identité des nouveaux « citoyens français de Mauritanie » se construit alors dans un rapport ambivalent aussi bien envers « l'Afrique du Nord » qu'envers « l'Afrique noire ».

## **Une Mauritanie marocaine ?**

Hormaould Babana est en 1946 le premier député du TOM au palais Bourbon. Ce Sahraoui installé dans le pays Trarza « sudiste » expose au journal France-Soir sa conception d'un pays qu'on ne doit pas « considérer comme une partie de l'Afrique Noire mais [...] comme faisant partie du Maroc »<sup>3</sup>.

Il soutient donc naturellement les positions de l'Istiqlâl marocain (« Grand Maroc », de Allal al-Fassi en 1955) et reçoit le soutien de l'Émir des Trarza, et du notable Sahroui « nordiste » (Smassid) Ould Sidi Baba, futur président du parlement marocain<sup>4</sup>. Ould Babana choisit finalement l'exil en 1956 vers le Maroc indépendant. Dès février 1957, plusieurs accrochages opposent des « forces incontrôlées » de l'Armée de Libération Marocaine (ALM) aux forces françaises près de Fort Trinquet<sup>5</sup>.

Les renseignements français signalent que « 350 notables du Rio (de Oro) se sont rendus à Rabat, et sont revenus convaincus de l'aide inconditionnelle du Sultan dans cette guerre sainte, chaque chef a reçu du souverain un fusil et un camion de céréales pour sa fraction » et « une prime de 40 000 FR. »<sup>6</sup>

Le « discours du trône » du « Roi » Mohammed V, en novembre 1958<sup>7</sup> souligne les points prioritaires de l'idéologie « Grand-Marocaine » « *Quel que soit le choix des Mauritanien et des Sahariens, ils continueront à faire partie de la « communauté marocaine [...] car tous les Marocains sont membres d'une même famille, professent la même foi (islam sunnite malékite), parlent la même langue (l'arabe) et sont liés par l'allégeance au trône alaouite<sup>8</sup>, qui est le garant de la continuité de la communauté marocaine.* »

Peu à peu, les forces de l'Union Française poussent de nouveaux leaders politiques à se définir contre ces tentatives, mais, parallèlement, elles développent le projet d'OCRS.

## **« L'Organisation Commune des Régions Sahariennes » (OCRS) et Fédération du Mali ?**

Il est probable que cette activité marocaine ait été provoquée et accélérée par l'arrivée au palais Bourbon du projet de création d'un TOM du Sahara incluant l'ensemble de la Mauritanie, destiné à rester français après la dissolution de l'UF.

Le ministre d'Etat Français, Houphouët-Boigny était chargé de préparer la séparation administrative de l'OCRS. Ce texte fut finalement voté et promulgué à l'hiver 1956-57. En juin 1957, on créait le ministère du Sahara et pour une gestion conjointe de la métropole des ressources du désert<sup>9</sup>.

<sup>3</sup> *Le Monde*, E. Marcent, 14 09 58

<sup>4</sup> P. R. BADUEL, « La Mauritanie dans l'Ordre international » in *La Mauritanie un tournant démocratique ?*, 1994, p.13

<sup>5</sup> *Tribus, ethnies et pouvoir en Mauritanie*, Ph. Marchesin, p.96

<sup>6</sup> *Bulletin de renseignements mensuels*, 04-06/1957 : Cette note fait aussi état de la fondation d'une Armée de Libération de la Mauritanie, après deux réunions à Gelmim et Tiznit, en territoire « marocain ».

<sup>7</sup> Un mois après l'adhésion à la ligue arabe

<sup>8</sup> Cf : La question de l'historicité des relations de « vassalité » des émirats de l'Adrar avec le sultan de Fès sous la dynastie Alaouite

<sup>9</sup> *Alerte au pétrole franco-algérien*, P. PONTAINE, 1961

Ce projet est vivement rejeté par le principal chef du TOM de Mauritanie, Mokhtar Ndiaye<sup>10</sup>. Logiquement, après le renversement de la IV<sup>ème</sup> république, le projet est rapidement enterré et une RIM est constituée au sein de la Communauté Française, en 1959...

Après l'éviction de Ould Babana, le mouvement indépendantiste est dirigé par un négro-africain, radicalement opposé à l'hypothèse marocaine, Ndiawar Sarr. En octobre 1958 il fonde l'Union Nationale Mauritanienne (UNM)<sup>11</sup> et se rapproche du Sénégal. L'UNM demande rapidement son rattachement à la « Fédération du Mali ». Il y a donc une opposition désormais radicale entre arabophones de la *Nahda* qui continuent à écouter la « voix du Sahara Marocain », la radio de Rabat et les négro-africains qui souhaitent une intégration régionale<sup>12</sup>.

### **« L'indépendance »**

C'est dans ce contexte que Mokhtar Ould Daddah, arabe sudiste (Trarza), va devenir le leader franco-africain incontournable dans la jeune république.

Daddah, en 1958, craint plus l'annexion marocaine que l'OCRS<sup>13</sup> : « *Je précise bien que notre appartenance à la communauté franco-africaine ne saurait être mise en cause, car l'avenir d'une Mauritanie moderne et prospère dépend de l'appui de la France [...]* »<sup>14</sup>. Au congrès d'Aleg, la même année, il privilégie « *l'unité mauritanienne au sein d'une fédération AOF* »<sup>15</sup>.

Il va conduire le Territoire à « l'indépendance » dans un contexte de forte dépendance financière à la France pour l'exploitation des mines de fer et le développement de la nouvelle capitale à Nouakchott. Lors du discours de l'indépendance, le 28 novembre 1960, Daddah affirme, en guise de conclusion : « *Au moment où la France, par des institutions généreuses, nous donne le droit de nous gouverner nous-mêmes et de nous déterminer librement, je dis non au Maroc ! Mauritaniens nous étions. Mauritaniens nous sommes. Mauritaniens nous resterons* ».

En décembre 1960, l'URSS, soutien du Maroc de Mohammed V, oppose son veto à la reconnaissance de la République Islamique de Mauritanie (RIM), mais le retire dix mois plus tard, lorsque la « République de Chine », vassale des USA, accepte de reconnaître la Mongolie extérieure.

Rabat a aussi le soutien du Mali de Modibo Keita, dont l'alliance au sein du groupe de Casablanca repose aussi sur une stratégie de partage du Sahara... Dès 1960, Ould Daddah dénonce les velléités conjointes de ses deux voisins ; peu après une visite officielle malienne à Moscou, la Mauritanie exprime ses craintes devant les Nations Unis en juin 1962...

La RIM, en réaction au « grand-marocanisme » a du développer également une rhétorique « mauritanienne » qui faisait de la culture « arabo-berbère » et de la langue Hassaniya le ciment de l'identité nationale. En conséquence, cette identité impliquait le rattachement du Rio (et éventuellement du sud marocain) à Nouakchott. Cette rhétorique enfle de 1960 à 1966, avant que son premier rapprochement avec l'Algérie n'adoucisce cette position<sup>16</sup>.

---

<sup>10</sup> Métis et sudiste, président de l'assemblée territoriale puis nationale de 1951 à 1961 et député, puis sénateur français sur la même période, chef du Parti du Regroupement de Mauritanie (PRM) de 1958 à 1961, il sera évincé par Ould Daddah.

<sup>11</sup> Egalement « Section Mauritanienne du Parti Fédéraliste Africain »

<sup>12</sup> *Tribus, ethnies et pouvoir en Mauritanie*, Ph. Marchesin, p.102

<sup>13</sup> *Le Monde*, 03 04 58

<sup>14</sup> *Le Monde* 15 02 58

<sup>15</sup> *Tribus, ethnies et pouvoir en Mauritanie*, Ph. Marchesin, p.104

<sup>16</sup> *Le Sahara occidental et les frontières marocaines* R. Rézette, 1975

## **2 : Entre Alger et Rabat, la montée « nordiste » (1972-1984)**

### ***Vers le Rio de Oro***

Hassan II reconnaît la RIM juste avant la Conférence panislamique de 1969 à Rabat et le cinquième sommet arabe. L'année suivante, il noue des « relations cordiales » avec l'Algérie (rompue depuis la guerre des sables de 1963).

Le 14 septembre 1970 a lieu la seule rencontre officielle entre Daddah, Boumediene et Hassan II à Nouadhibou. Cette « réconciliation maghrébine » vise avant tout à pousser l'Espagne à décoloniser le Rio De Oro ; les trois chefs d'Etat conviennent alors du principe d'autodétermination des populations de la zone espagnole. En conséquence, en 1972, Nouakchott sort l'UEMOA (Franc CFA) et accélère sa politique d'arabisation.

Si Rabat et Alger souhaitent avant tout garder leurs positions sur ce sujet sans se délégitimer, la Mauritanie joue la neutralisation de leurs forces. Car, pour Daddah, les Sahraouis espagnols ne sont rien sinon des Maures : « Nous sommes tous des Sahraouis »<sup>17</sup> ; et, de fait, ils sont *Hassâniya* de coutumes et de dialectes, malékites et maraboutiques de rites, et nomades, comme une majorité de « Maures » mauritanien. Ce faisant, le président de la RIM rompt avec la position d'autodétermination dans le cadre des frontières héritées de la colonisation qui légitimait l'existence même de la Mauritanie<sup>18</sup>.

### ***Le CMRN entre Alger et Rabat***

Finalement, Nouakchott trahit Alger, et s'associe à Rabat qui lui offre un bon tiers du Rio, en cosignant les accords de Madrid du 14 novembre 1975. Cinq mois plus tard, Boumediene rompt toutes relations diplomatiques avec Nouakchott.

Très rapidement, la RIM, impréparée et fragile économiquement accumule les revers militaires et une dette monumentale.

En conséquence, un collectif d'officiers (le CMRN) dirigés par M. Ould Salek renversent le dictateur en 1978. Le nouveau régime prend immédiatement contact avec le Polisario, qui proclame un cessez-le-feu unilatéral. La Mauritanie se rapproche également de l'Algérie où se déroule en 1979 les négociations pour le retrait des troupes du Rio de Oro.

Pourtant, le CMRN comprend aussi des officiers « neutralistes » qui prônent une « politique d'équilibre » avec Rabat. Ils considèrent que l'autonomie de la Mauritanie n'est garantie que comme Etat tampon entre les deux rivaux maghrébins dont les pressions s'équilibrent.

Ahmed Ould Bou Ceyf conduit alors un putsch au sein du CMRN, son soutien au Maroc est évident lorsqu'il déclare : « *Cette recherche de la paix par nos moyens propres ne pourra déboucher sur une remise en cause de notre alliance avec le Maroc qui, lui aussi, veut la paix !* »<sup>19</sup>.

Ceci permet un rapprochement avec Senghor, allié de Hassan II. Le rôle des officiers négro-africains du CMRN, inquiets de la stratégie d'arabisation culturelle et diplomatique est indéniable durant cette seconde phase du régime militaire.

---

<sup>17</sup> *Tribus, ethnies et pouvoir en Mauritanie*, Ph. Marchesin, p.149

<sup>18</sup> En parallèle, Rabat utilise la jeunesse de la notabilité des lignages Teknas (et certains Rgeibat) afin de promouvoir sa vision de l'unité marocaine.

Le contexte politique de répression contre la gauche, consécutif aux coups d'Etats de 1971 et 1972 ; c'est donc dans l'anticolonialisme sahraoui que les idées progressistes peuvent persister sans irriter le palais. C'est au sein du « cercle des étudiants de Rabat », que les héritiers tribaux « marocanisés » créent le Front Polisario. En 1973, 10 ans après la guerre des sables, les anticolonialistes des tribus de la région de Guelmim (Maroc), de Zouerate et de Nouadhibou (Mauritanie) et de la zone militaire algérienne de Tindouf s'unissent au sein d'un mouvement indépendantiste qui se détache bientôt des aspirations marocaines.

<sup>19</sup> *Le Monde*, 14 04 79

## ***Ould Haidallah et l'avènement des Sahraouis-Mauritaniens : l'alliance algérienne***

Mais le balancier continue de tourner, et un énième Putsch conduit Mohammed Khouna Ould Haidallah, Sahraoui de la tribu Laaroussine, à la tête de la RIM. Ce dernier revient à l'alliance algérienne et signe rapidement la paix avec le Polisario<sup>20</sup>.

Début 1981 et début 1983, deux putschs ratés de sudistes (Trarza et Hodh puis Brakna) sont attribués à des manœuvres marocaines, et renforcent l'alliance algérienne<sup>21</sup> ; quelques mois plus tard, Haidallah frappe à la porte du « traité de fraternité et de concorde Tunis-Alger »<sup>22</sup>.

Le 28 novembre 1983, Haidallah reconnaît la RASD, suivant l'échéance fixée par l'OUA pour le référendum exigé par les Nations Unies. Cette politique unilatérale est mue par sa crainte d'une entente à son détriment entre Hassan II et Benjdid<sup>23</sup>.

## ***Ould Taya : la neutralité positive***

Début 1984, Maawiya Ould Sid'Ahmed Taya, son allié nordiste de la tribu Smassid, le renverse. Il affiche d'emblée une position neutraliste : « La Mauritanie est désormais pro-mauritanienne »<sup>24</sup> ; dès 1985, il réconcilie le royaume à la RIM. Il ne rompt pourtant pas la politique d'ouverture à la RASD et son soutien à Alger : c'est la « neutralité positive ».

Rabat semble avoir grandement apprécié ce revirement, et fait construire dans la foulée une monumentale ambassade à Nouakchott. Rappelons que Taya est le cousin du président du parlement marocain, Dey Ould Sidi Baba, un royaliste du premier cercle<sup>25</sup>!

Ce putsch reflète sans doute un compromis entre Rabat et Alger, rapprochement qui conduit, en 1989, aux accords de l'Union du Maghreb Arabe (UMA). Mitterrand, soucieux d'une confrontation ouverte avec le Maroc, a pu aussi soutenir cette solution. On craignait notamment une attaque marocaine en territoire mauritanien au prétexte du « droit de poursuite » contre le POLISARIO<sup>26</sup>.

---

<sup>20</sup> « Mauritanie 1945-1990 ou l'État face à la Nation », P. R. Baduel *RMMM*, 1989, n°54, pp. 11-52

<sup>21</sup> *Jeune Afrique*, 25 03 81

<sup>22</sup> Parallèlement, la Mauritanie ne néglige pas ses partenaires occidentaux, François Mitterrand rend ainsi visite à son homologue le 26 mai 1982 et annonce la hausse des crédits au développement ce qui favorise un rapprochement avec Paris.

<sup>23</sup> *Le Sahara occidental, enjeu maghrébin*, Abd. Berramdane, 1992, pp. 342 et suiv.

<sup>24</sup> *Jeune Afrique*, 25 12 85

<sup>25</sup> Ce personnage a rejoint le Maroc en 1958 dans le sillage de Ould Babana, c'est un pilier de la diplomatie de Hassan II de 1959 à 1972 (Conseiller au MAE puis ambassadeur ONU) mais aussi un proche du « cabinet » dont il est directeur avant d'occuper des ministères de prestige... En 1977, il cofonde le RNI, groupe politique légitimiste s'il en est. Il préside alors le Parlement jusqu'en 1984.

<sup>26</sup> « Mauritanie 1945-1990 ou l'État face à la Nation », P. R. Baduel *RMMM*, 1989, n°54, pp. 11-52

### 3 : La crise d'identité (1984-2000)

#### **La Géographie politico-économique**

Les orientations stratégiques de la RIM ne peuvent être comprises sans étudier la géographie des élites au sein du pays. L'évolution de l'origine des ministres apporte des informations précieuses.

On constate tout d'abord que la proportion de négro-africains (Peul et Soninké) dans les gouvernements de l'indépendance à 1989 se maintient toujours aux alentours de 25%, ce qui recoupe leur part démographique. Par contre, la géographie des ministres arabophones évolue nettement en fonction des régimes.

Les **Trarza/Brakna**<sup>27</sup> dominant sous Daddah (44%) (qui est lui même Sudiste) tandis que les Nordistes (Adrar-Sahara) ne sont que 20% (cette répartition recoupe la proportion réelle des populations). Avec Haidallah, puis la première phase du régime Taya, les proportions s'inversent rapidement, les Nordistes représentent 38%, les Sudistes 18%<sup>28</sup>.

Cette géographie interne peut aider à comprendre la géopolitique externe : Ould Daddah, arabe sudiste, s'est toujours montré attaché à l'identité africaine, ce qui explique son opposition radicale aux unionistes marocains. La croissance d'une élite politique du centre-est, et surtout nordiste au cours de son règne est étroitement corrélée de son évolution vers la Ligue Arabe et la décision, en 1972, de quitter l'UEMOA, comme l'accélération de la politique d'arabisation.

Haidallah, son successeur, est un Rgeibat, (Sahraoui), cette tribu domine les rangs du Polisario, ce facteur joue sans doute dans l'alignement de Nouakchott sur les positions algériennes au début des années 1980, parallèlement, les politiciens nordistes deviennent rapidement majoritaires<sup>29</sup>.

Les « Nordistes », peu présents en politique sous Daddah, sont par contre bien implantés dans le monde des affaires<sup>30</sup>. Ces « oligarques » profitent de l'économie dirigée et des monopoles d'importation. Ils jouent un rôle non-négligeable dans le renversement de Daddah en 1978 et poussent à la paix avec le Polisario. Les clans Sahraouis « pro-marocains », comme les Ida Ou 'Ali sont alors marginalisés par d'autres familles, très liées aux leaders du Polisario.

Au début des années 1990, 86% des membres du patronat (CGEM) sont maures et la moitié de ces oligarques sont issus des tribus sahraouies des Ouled Bou Sbaa, Ida Ou 'Ali, Ahl Al-Hajj, Smassid (la tribu de Ould Taya), Rgeibat et Teknas<sup>31</sup>.

On comprend mieux le positionnement maghrébin de la Mauritanie, lorsqu'on réalise que 10% de son élite tribale contrôle l'essentiel de l'appareil économique, une situation qui ne fait que se renforcer sous Ould Taya, puisqu'elle intègre de plus en plus l'administration. L'économie est complètement orientée vers l'importation européenne, par le retraitement des devises du fer de Zouérate. Les grands clans « nordistes » de l'Adrar et du Sahara, liés à la famille Ould Taya, y ont un quasi-monopole. Ainsi, ses propres tribus Smassid contrôlent les deux plus grands groupes (MAOA-Ould Abdoulaye et Nouegueid)<sup>32</sup>

Il est donc naturel que les problématiques soient celles du monde arabe, et maghrébin, et que la Mauritanie subisse les contrecoups de leurs rivalités, en niant son africanité.

---

<sup>27</sup> Ces deux « ethnies » occupent la rive droite du fleuve Sénégal.

<sup>28</sup> Sous le régime du CMRN, c'est le centre (Tagant) qui domine

<sup>29</sup> *Tribus, ethnies et pouvoir en Mauritanie*, Ph. Marchesin, chapitre VII : il faut garder à l'esprit le caractère égalitaire du système aristocratique Maure, et l'incapacité à l'Etat d'exister hors du consensus, d'où la passivité lors des coups d'Etat, et leur caractère non-violent. Ceci implique donc de minorer l'influence de tel ou tel président sur la conduite de l'Etat, qui sont systématiquement des individus au naturel effacé, issus de clans de second rang, et toujours maraboutiques (Zwaya, le « clergé » maure) en raison de leur propension au consensus.

<sup>30</sup> La tribu de Ould Babana

<sup>31</sup> *Id.* p. 275 ; Seulement 7% des grands patrons sont « négro-africains » (5% sont syro-libanais). La tradition coloniale d'embauche administrative de l'élite « noire » se double d'une exclusion progressive des notables Peuls et Soninké. Ainsi, en 1984, le régime Ould Taya accorde 108 cartes d'import-export, seules 14 le furent à des négro-africains ! Les tribus maures « sudistes », plus « africaines », liées au régime Ould Daddah, se sont concentrées, comme les « négro-africains » sur les carrières administratives et ont délaissé le commerce aux tribus maraboutiques

<sup>32</sup> *Regards sur la Mauritanie, L'Ouest Saharien*, M. Abdoul, A. Antil, p. 93-95

La crise majeure de l'économique et sociale, liée aux errements politiques, militaires et au comportement de l'oligarchie nordiste s'est largement aggravée avec les Plans d'Ajustement Structurels (PAS, à partir de 1985), que nous n'aurons pas le temps d'aborder<sup>33</sup>. Cette crise généralisée joue un rôle non moins négligeable dans les origines du conflit avec le Sénégal, dont les répercussions régionales sont majeures.

### ***Les origines locales de la guerre du fleuve***

Rappelons que des sédentaires Toucouleurs et des nomades maures et peuls cohabitent depuis le Moyen-Age dans le bassin du Sénégal. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, la rive droite avait été peu à peu désertée par ses indigènes Toucouleurs. Cependant, la « pacification » coloniale à partir de 1890 a permis une « réinstallation » de Peuls sédentaires du côté « mauritanien » du fleuve.

Les constructions identitaires symétriques du Sénégal et de la RIM, de 1945 à 1984 ont placé ces populations dans une incertitude nationale. Ces « négro-africains mauritaniens » pâtiennent d'une revendication « ethnique » de la part du gouvernement sénégalais tandis que la Mauritanie se rapproche de la ligue arabe<sup>34</sup>. De plus, le tracé réel du fleuve Sénégal a beaucoup évolué depuis la fixation géométrique de la frontière en 1933, de nombreuses localités sont ainsi administrativement rattachées à la rive opposée ! A ces enjeux s'ajoutent les diasporas complémentaires des travailleurs sénégalais en Mauritanie et des commerçants maures au Sénégal.

La violente sécheresse des années 1970 cristallise les tensions à tous les niveaux : conflits de parcours et points d'eau entre Sédentaires et Nomades, accélération de la sédentarisation des maures sudistes, fort exode rural et concurrence exacerbée sur le marché du travail de Nouakchott.

Haidallah puis Taya entreprennent de grands projets d'irrigation de la zone de crue du Sénégal pour y caser les Maures et Haratines. Pour y parvenir, il leur faut réquisitionner les terres de crues (loi de 1983) en annulant les droits coloniaux des sédentaires « indigènes »<sup>35</sup>.

C'est dans ce contexte de tension que s'inscrit le putsch manqué des officiers négro-mauritaniens du FLAM en 1987 qui occasionne une féroce répression contre l'élite négro-mauritanienne<sup>36</sup>.

### ***Géopolitique de la « guerre du fleuve »***

Hassan II a eu un rôle non négligeable dans la crise entre Dakar et Nouakchott. Rappelons que depuis 1968, son alliance avec Senghor ne s'est jamais démentie. Lorsqu'en 1979 Haidallah le somme d'évacuer ses contingents de Zouerate, Nouadhibou et Dakhla<sup>37</sup>, il aurait poussé son allié sénégalais à menacer de demander l'auto-détermination des négro-africains du fleuve. De plus, on sait que les pro-marocains du CMRN (l'AMD) a trouvé refuge au Sénégal après 1981.

---

<sup>33</sup> M. Y. Ould Sidi Ahmed « Les programmes d'ajustement structurel cas de la Mauritanie »

En 1979, le Fond met sur pied un programme de « redressement économique » et en 1985 instaure un Plan d'Ajustement Structurel (PAS). Comme ailleurs, les programmes du FMI s'insèrent dans un contexte difficile, les prix du fer s'effondrent. Comme ailleurs, il s'agit de réduire les dépenses publiques, en réduisant le nombre de fonctionnaires, en stabilisant leurs traitements, et de juguler l'inflation par la baisse des tarifs douaniers. La perte de recette doit être compensée par la vente des entreprises publiques rentables, et la création d'un impôt sur le revenu. De nombreuses entreprises sont liquidées et de nombreux jeunes diplômés sédentarisés arrivent sur un marché du travail bloqué. Comme ailleurs, le chômage croît très fortement, tandis que les revenus stagnent. Quant aux entreprises à forte rentabilité, elles sont privatisées dans des conditions peu concurrentielles et sont mises aux mains des grandes familles du nord, ce qui conduit le monopole étatique à se muer en un monopole privé. Certes, la Mauritanie parvient à juguler son déficit budgétaire, mais au prix d'une paupérisation importante, tandis que l'économie privée évolue progressivement dans l'informel, afin d'éviter une taxation de plus en plus importante. Ce contexte très difficile explique largement la tension avec le pays voisin, le Sénégal, lui aussi en proie aux conséquences fâcheuses des P.A.S.

<sup>34</sup> Arabisation en 1966, départ de l'UEMOA en 1972

<sup>35</sup> C'est dans ce contexte, et celui de la sécheresse et d'une extension du pâturage maure au Sénégal qu'on doit interpréter l'arrêté sénégalais interdisant le pâturage des chameaux sur son territoire (1986)

<sup>36</sup> *Le conflit mauritano-sénégalais : la genèse ; Le cas des Peul de la haute vallée du Sénégal*, Chr SANTOIR

<sup>37</sup> La France montait ainsi l'opération de parachutiste « Lamentin » pour remplacer les derniers Marocains, qui quittaient la Mauritanie en décembre.

Les relations avec Senghor trouvent, contre l'axe Nouakchott-Tindouf-Alger, une raison pour encore plus se rapprocher.

De son côté, Haidallah a pour de bon fait entrer la RIM au cœur de la Ligue arabe... et de ses conflits<sup>38</sup>. Taya, en accélérant l'arabisation a aussi renforcé ces lignes de tensions ; au détriment évident du camps « négro-africain », qui fonde le FLAM

En 1987, le FLAM tente un coup d'Etat afin de restaurer l'africanité interne et géopolitique de la RIM ; l'échec et la répression sanglante traumatisent l'élite « noire ». Suite au Putsch manqué de 1988, les « négro-mauritaniens » impliqués sont alors plus sévèrement punis que les « baasistes arabes », ce qui accentue la rupture morale.

La signature l'UMA sert alors de catalyseur et déclenche la fureur des négro-mauritaniens et du voisin sénégalais. Ils interprètent cette adhésion comme un abandon de la CEDEAO. A l'axe Sénégal-marocain sur fond de politique pro-occidentale s'ajoute la question des frontières, car là où la « solidarité arabe » légitime l'influence algérienne, Hassan II peut, par son soutien à Dakar décrédibiliser les frontières mauritaniennes au sens large.

Au cours de la crise, la représentation des intérêts sénégalais par l'ambassade marocaine et la déclaration de Hassan II, distinguant le Sénégal « pays ami » et la Mauritanie « pays voisin » accroissent la rancœur de Nouakchott contre le Palais. En 1990, au plus fort de la crise diplomatique<sup>39</sup>, Taya s'abstient de venir au deuxième sommet de l'UMA, consacrant dès lors son échec. Au même moment, des officiels mauritaniens signalent à l'AFP leurs craintes d'une attaque conjointe de l'armée sénégalaise et des forces armées royales.

Au mois d'août 1990, Nouakchott, répudiée par Rabat, Alger et Tripoli, prend le parti Baasiste et accroît son isolement en soutenant Saddam Hussein au Koweït !

---

<sup>38</sup> Les conflits, putschs manqués et règlements de comptes ne cessent d'agiter la junte militaire entre baasistes irakiens, syriens, kadhafistes, pro-marocains, pro-algériens...

<sup>39</sup> Le 9 avril 1989, une banale émeute de village (entre peuls nomades et soninkés), à Diawara, conduit alors à l'intervention militaire mauritanienne dans une zone contestée... Après et la mort de deux citoyens Sénégalais, les commerçants maures et harratines de Dakar et St Louis sont victimes d'un véritable pogrom qui provoque une contre-émeute à Nouakchott contre les immigrés wolofs. Les deux Etats organisent le rappel de leurs ressortissants respectifs ; avec l'aide de l'Algérie et le Maroc, 160 000 Mauritaniens et 70 000 Sénégalais (peuls sédentaires et wolofs immigrés) sont rapatriés. Durant l'été, le conflit se mute en véritable vendetta contre les sédentaires de la rive droite qui se réfugient au Sénégal ; Dakar et Nouakchott rompent toutes relations le 21 août 1989. Ces départs massifs perturbent l'équilibre de la vallée et conduisent à une importante baisse de la production agricole tandis que l'ensemble des activités urbaines assurées par l'immigration sénégalaise (bâtiment, pêche) sont en panne. Au Sénégal, les deux départements de Podor et Matam connaissent une surpopulation dangereuse. A cela s'ajoutent des présumés racistes qui vont croissant et les pressions populistes de l'opposition qui sabordent toute capacité des équipes dirigeantes à parvenir à un compromis. Dans un discours radio-télédiffusé en français, Ould Taya accuse le Sénégal d'être l'unique responsable de la situation. Abdou Diouf réagit vivement en rappelant le caractère oppressif et esclavagiste de son régime. Une réconciliation entre Diouf et Taya se tint finalement le 18 juillet 1991 à Bissau. La Mauritanie dut se racheter aux yeux de la « communauté internationale » pour son soutien sans faille à l'Iraq, Maawiya convoqua des élections générales, dans le contexte du discours de la Baule. En mai 1992, les points de passages étaient rouverts.

## **4 : Géoéconomie et Géostratégie dans l'axe atlantique (2000-...)**

### ***Le rapprochement (1995-2005) et le soft power de Rabat***

Après une longue traversée du désert diplomatique, Taya décide de se rapprocher du Maroc. La relation se réchauffe progressivement à partir du règlement du conflit du fleuve et après 1995, après la visite d'Etat à Paris, consacrant son alignement pro-occidental. Taya se rend aux funérailles de Hassan II avant de mener la première visite d'Etat d'un Mauritanien au Maroc en l'an 2000. L'année suivante, en septembre 2001, Mohamed VI se rendait à son tour à Nouakchott, première visite officielle d'un Marocain en Mauritanie !

Ce rapprochement s'explique en partie par le rôle des notables de la tribu Smassid. Nougueid est sûrement l'exemple le plus frappant du lobbyisme interne pro-marocain, ce financier du parti unique possède de solides relais aux Canaries, au Sénégal et au Maroc. Il profite de l'ouverture pour s'installer en 2000 à Dakhla et participe en tant qu'actionnaire de Maroc Télécom à son entrée dans Mauritel<sup>40</sup>. Ce clan affronte alors le réseau des Sahraouis nordistes pro-RASD, comme Boukhreis, un Rgeibat, chef de l'Etat Major.

Le « nouveau régime » marocain souhaite une intégration régionale ouest-africaine qui inclue le maillon mauritanien. La route transsaharienne en est l'application la plus visible. Sa première étape, la « route Dakhla-Lagouira », est achevée en 2001, l'année suivante un point de passage entre les deux pays est ouvert à Gergerat. La puissance économique marocaine s'y illustre depuis 13 ans à travers le commerce « gris » des micro-importateurs de produits agro-alimentaires marocains<sup>41</sup>.

L'influence marocaine s'est longtemps exercée par la Commanderie des Croyants et la diplomatie religieuse islamique (comme Bamako et Dakar, Nouakchott a accueilli une « Mosquée Marocaine » sous Hassan II). La Ligue des Oulémas du Maroc et du Sénégal a rapidement organisé le passage des étudiants ouest-africains vers l'université islamique de la Qarawine (Fès), en 2006, 25% de ses étudiants proviennent de Mauritanie<sup>42</sup>.

Sur un total de 7000 étudiants étrangers au Maroc dans l'enseignement supérieur public en 2006, 1200 étaient mauritaniens (non-comptabilisés comme subsahariens) contre 800 « arabes »<sup>43</sup>. L'expansion estudiantine du Maroc, qui s'accélère depuis 1999 touche rapidement la Mauritanie, avec notamment le groupe d'universités privés HECI s'est aussi largement développé en Afrique, et notamment à Nouakchott<sup>44</sup>.

Dès son avènement, Mohammed VI se lance à la conquête commerciale du pays. La Mauritanie, arrive en troisième position des IDE « africains » en provenance du Maroc, après le Sénégal (18%) et le Gabon. Le Maroc rejoint notamment la Commission Sous-Régionale des Pêches pour harmoniser sa politique au Rio de Oro et parvenir à une entente régionale à propos de l'exploitation des espèces migratrices<sup>45</sup>.

---

<sup>40</sup> Il est aussi l'associé de Ould Dirhem, un « sahraoui marocain », supposé proche de la famille royale, impliqué dans un des scandales politico-financier du changement de régime à Rabat.

<sup>41</sup> *La Gazette du Maroc*, T. Anthioumane, 13 09 2006 : « Maroc-Mauritanie : Les produits marocains déferlent sur la Mauritanie », ([http://www.cridem.org/C\\_Info.php?article=5018](http://www.cridem.org/C_Info.php?article=5018))

Un journaliste remarquait avec stupeur à l'été 2006 les panneaux pour les margarines "La Prairie", "Familia", les jus "Boustane", "Miami", "Marrakech", le lait "Salim", "Nido", "Yoplait", les marques de Coca Cola Co produites au Maroc, les fameux biscuits « bimos »

*Yabiladi*, T. Anthioumane, 09 2006 : « Maroc-Mauritanie : Les produits marocains déferlent sur la Mauritanie », <http://www.yabiladi.com/forum/maroc-mauritanie-produits-marocains-deferlent-2-1354992.html>

<sup>42</sup> *Les étudiants étrangers dans l'enseignement supérieur public et privé marocain*, Ah. Belkadi et M. Charef, p 246

<sup>43</sup> *La mondialisation étudiante : Le Maghreb entre Nord et Sud*, S. MAZZELLA

<sup>44</sup> <http://www.groupeheci.ac.ma/afrique.html>

<sup>45</sup> <http://www.csrps.org/documents/docs/atelconst/Rapport%20d'atelier%20de%20d%E9marrage-Projet%20petits%20p%E9dagogiques.pdf>; elle comprenait les partenaires atlantiques ouest-africains : Mauritanie, Sénégal, Gambie, Cap Vert, Guinée Bissau, Guinée et Sierra Leone

L'Office Nationale de l'Electricité (ONE) parvient dès 2000 à acquérir son équivalent mauritanien, la SEMELEC. Le groupe Scet Scom, dépendant de la CDG<sup>46</sup>, obtient l'exploitation de l'assainissement de Nouadhibou. Maroc Télécom rachète également son homologue mauritanien Mauritel en 2000<sup>47</sup>. Cette offensive des IDE marocains est une véritable intégration capitaliste régionale qui intègre la Mauritanie de Ould Taya dans l'espace économique marocain.

### ***Les coups d'Etat et le rôle du Maroc***

De 2003 à 2008, la Mauritanie est secouée par trois coups d'Etat et de profondes ruptures politiques. Après la première tentative de Putsch, en novembre 2003, il devient évident que le régime oligopolistique est condamné.

C'est Ely Ould Mohammed Vall, qui, donne le coup de grâce le 03 aout 2005. Ce chef de la garde présidentielle, issu de la tribu nordiste et Sahraouie des Ouled Bou Sbaa initie au passage une nouvelle forme de putsch : la « restauration de la démocratie »<sup>48</sup>.

Le rôle de Rabat n'est pas clairement établi, même si on observe des similitudes avec le renversement de Haidallah en 1984. Différents éléments tendent à établir une connexion entre les problématiques internes et le renouveau d'influence du royaume chérifien envers Nouakchott.

Tout d'abord, Vall a été formé à l'académie royale de Meknès dans les années 1970. Ensuite, il est issu des « Grandes Tentes » des Ouled Bou Sbaa qui sont notoirement ennemis du Polisario qui compte à sa tête nombre de Smassid et de Rgeibat, tribus dont sont issues les principaux oligarques du régime.

De plus, l'armée mauritanienne a été, deux mois auparavant, et pour la première fois, confrontée à une attaque du GSPC à Lemgheity, dans la « zone mouvante » du Polisario. Depuis des années, Rabat tente d'établir un lien au moins mafieux entre son ennemi Sahraoui et les jihadistes algériens<sup>49</sup>. Cette catastrophe a pu cristalliser sa rancœur contre « l'impunité » du Front.

Il est donc possible que Rabat ait su jouer sur cette rivalité tribale et cette exaspération au sein de l'armée, en assurant Vall de son soutien.

Il est à ce titre significatif que le coup d'Etat de Ely ould Mohammed Vall (aout 2005) se soit produit deux mois après l'achèvement du tronçon Nouadhibou Nouakchott (juin). Suite au coup d'Etat, le CNPM a reçu des missions d'opérateurs marocains dans l'agroalimentaire, la chimie, l'automobile, l'équipement... Dès la fin de l'année, les camions marocains faisaient leur entrée à Nouadhibou, déstabilisant le réseau des importateurs institutionnels. Le PDG du groupe Chaabi a été reçu par Vall en août 2006 pour lancer un projet immobilier de construction de logements privés.

Les élections libres de 2007 conduisent à la présidence un ressortissant du Tagant (centre), Ould Cheikh Abdallahi. C'est une véritable alternance, après 28 ans de domination nordiste sur le palais présidentiel. Mais l'instabilité politique persiste tandis que la menace terroriste d'AQMI (qui recrute surtout en Mauritanie) en devient l'enjeu central. Le lobby pro-marocain dénonce Abdallahi comme un soutien aux oligopoles Sahraouies et donc à « l'impunité » du POLISARIO.

---

<sup>46</sup> Caisse de Dépôt et de Gestion, la plus grande caisse publique d'investissement

<sup>47</sup> Et achève en 2010 le câble à fibre optique entre Laayoune et Nouadhibou

<sup>48</sup> Plus tard, Sekouba Konaté et Salou Djibo, en Guinée et au Niger se sont inspiré de ce modèle.

<sup>49</sup>-Cl. Moniquet, *Front POLISARIO : Une force de destabilisation régionale toujours active*, ESISC, <http://www.esisc.org/upload/publications/analyses/front-polisario-une-force-de-destabilisation-regionale-toujours-active/10.%20LE%20FRONT%20POLISARIO.pdf>

-Cl. Moniquet (dir.), « Le Front Polisario : Partenaire crédible de négociations ou séquelle de la Guerre froide et obstacle à une solution politique au Sahara occidental ? », European Strategic Intelligence and Security Center (ESISC), 11 2005, p.8 :

M. Bouh Al Al Barazani, ex-Commissaire politique de l'armée du Polisario, rallié au Maroc en 1991, explique les origines de ce rapprochement d'une partie des militants de son mouvement avec les courants islamistes radicaux lorsque la nouvelle jeunesse, dans les années 1980, étudiant à Alger y rencontrèrent des membres du FIS. Ils seraient revenus animés de la romantique salafiste. Hametti Rabani, rallié en 2005 ajoute une cause fondamentale : la déstructuration du Front. « La majorité des anciens combattants l'ont quitté et se sont reconvertis dans les affaires en Mauritanie ». Les jeunes réagiraient naturellement, à l'instar des autres pays maghrébins, vers la religion pour compenser leur désespoir, leur sentiment d'abandon

Ainsi, dans un climat de tension à l'intérieur de l'élite, au mois d'août 2008, Mohammed Ould Abdelaziz s'empare du pouvoir. Ce dernier n'est autre que le cousin de Vall, un Bou Sbaa, lui aussi a été formé à l'académie de Meknès... A nouveau, on devine l'ombre du Makhzen marocain.

Significativement, un représentant du nouveau chef d'Etat est immédiatement accueilli à Rabat avec un enthousiasme presque indécent.

Le nouveau régime procède en parallèle à une véritable purge dans l'oligarchie, contre les soutiens à « l'ancien régime ». Moulay Ould Boukhreis, chef d'Etat-major de Maawiya, lié aux milieux d'affaires, est ainsi accusé jugé en 2009, pour complicités dans le détournement de l'aide alimentaire pour les camps de Tindouf, et pour contrebande d'armes et de cigarettes entre Zouérate et Tindouf.

Le parlement mauritanien est rapidement réintégré à l'Assemblée Parlementaire Francophone (APF) en juillet 2010, sous la pression d'Abdou Diouf puis d'Abdulaye Wade, alliés indéfectibles de Rabat. L'ancien ennemi du sud devient le relais de Mohammed VI pour réintégrer Nouakchott aux organismes internationaux, condition du plein retour de l'aide, sans laquelle les régimes mauritaniens ne peuvent garantir leur survie<sup>50</sup> ! Dans ce contexte, le parti pro-makhzen du PAM rencontre l'UPR de Mauritanie, le parti du nouveau président<sup>51</sup>.

En décembre 2010, un consortium mené aux 2/3 par la banque royale<sup>52</sup> « Attijariwafa » a acquis 80% de BNP-Paribas-Mauritanie...

En 2012, la RIM était la 2<sup>ème</sup> destination des exportations marocaines en Afrique subsaharienne (10%) derrière le Sénégal (17%)<sup>53</sup>.

La situation sécuritaire a aussi pu contribuer contribué au rapprochement avec Rabat. L'intégration du Maroc et de la Mauritanie à la Cen-Sad, sur pression occidentale a joué un rôle déterminant dans cette évolution. Fin 2008, Ould Abdelaziz participe à la mise sur pied d'une commission mixte de coopération sénégal-mauritanienne grâce à l'impulsion marocaine.

Les « ralliés » Sahraouis au Maroc sont les principaux porte-voix d'une nouvelle « communication » de Rabat à destination de la Mauritanie : ils dénoncent une imbrication permanente entre réseaux RASD et bandes d'AQMI.

Les révélations de Wikileaks ont depuis confirmé une rumeur persistante, dans la diplomatie occidentale, faisant état de liens soi-disant avérés entre des factions ou des individus liés à la RASD et AQMI<sup>54</sup> même si l'impact de la propagande du Makhzen marocain est incontournable dans ce type de « leaks » entre « alliés » occidentaux<sup>55</sup>.

---

<sup>50</sup> *Maghreb Intelligence*, 08 07 2010, La Mauritanie réadmise à l'APF après deux ans d'exclusion, 08 07 2010

<http://www.maghreb-intelligence.com/afrique/321-la-mauritanie-readmise-a-lapf-apres-deux-ans-dexclusion>

<sup>51</sup> *Le Matin*, <http://www.lematin.ma/Actualite/Express/Article.asp?id=136283> ; cette proximité ne s'est pas contredite depuis.

<sup>52</sup> Elle dépend de l'ONA-SNI, la holding contrôlée par Siger, le fond d'investissement détenu par les actifs royaux...

<sup>53</sup> « Relations Maroc-Afrique : l'ambition d'une « nouvelle frontière », Septembre 2014

<sup>54</sup> [https://wikileaks.org/gifiles/docs/51/5124978\\_re-aqim-polisario-.html](https://wikileaks.org/gifiles/docs/51/5124978_re-aqim-polisario-.html)

[http://internacional.elpais.com/internacional/2010/12/03/actualidad/1291330838\\_850215.html](http://internacional.elpais.com/internacional/2010/12/03/actualidad/1291330838_850215.html)

“XXX said that sometime in the past year, the Algerian government detected three or four 4x4 vehicles that it believed were transporting smuggled goods from Mauritania to an AQIM stronghold south of Tindouf.”

<sup>55</sup> -*Sahel Intelligence*, 22 07 2010 Fr. Powelton, <http://sahel-intelligence.com/2383-proces-terroristes-en-mauritanie-le-front-polisario-mis-a-lindex-par-la-cour-criminelle-de-nouakchott.html> : Le feuilleton continue en juillet avec l'évolution du procès de la prise des otages espagnols de novembre 2009, et cette fois, le tribunal est confronté aux déclarations d'un accusé, qui déclare être lui-même officier du POLISARIO.

« En effet, alors que les liens entre le commanditaire présumé des enlèvements, Omar Ould Hamma alias « Omar Sahraoui », et le mouvement Front Polisario, étaient connus, l'un des autres accusés, Mohamed Salem Ould Ehmouda, serait quant à lui un « militaire sahraoui du Front Polisario » selon ses propres aveux. Ould Ehmouda a ainsi affirmé à la cour criminelle qu'il aurait été enlevé par des membres des services de sécurité mauritaniens « déguisés en civil », alors qu'il profitait d'une permission accordée par sa hiérarchie militaire »

-*Jeune Afrique*, 08 11 2012 : <http://www.jeuneafrique.com/139437/politique/mali-polisario-connection/>

Frederic Schmachtel, <http://www.yabiladi.com/articles/details/4177/sahara-ambiguites-amghala-decouverte-d-armes.html>

<http://www.france24.com/fr/20110705-membres-aqmi-attaquent-base-armee-mauritanie-mali>

Nouakchott annonce en 2009 la capture dans la région de Zouerate de 3 « présumés terroristes » immédiatement dénoncés comme transfuges du Polisario, relais commerciaux d'AQMI. En juin 2010, un membre de l'armée mauritanienne joue

Peu après, les chefs d'Etats-majors Ould Cheikh et Bennani se rencontrent aussi en 2010 à Rabat pour accroître la « coopération militaire »<sup>56</sup>.

### ***L'axe Alger-Nouakchott dans la lutte contre AQMI***

En mars 2004, les USA pilotent une opération militaire conjointe avec le Mali, le Tchad, le Niger et l'Algérie contre le GSPC, la Mauritanie semble alors peu concernée par ces questions<sup>57</sup>. Treize mois plus tard, cependant, le 4 juin 2005, la caserne frontalière de Lemgheity est ravagée, ce qui ne contribue pas peu, on l'a vu, à la chute de Taya<sup>58</sup>. Le GSPC revendique alors une « revanche pour nos frères arrêtés » et « une riposte à l'opération Flintlock ».

Cette « razzia » intervient en effet deux jours avant le début au nord du Mali et du Niger des exercices militaires conjoints de « Flintlock 2005 » liés à la « Transsaharian Counter-Terrorism Initiative » (TSCTI) à laquelle Nouakchott participe.

Progressivement, Nouakchott et Alger développent une doctrine commune, une alliance de fait, qui traverse tous les régimes et cohabite avec son rapprochement tous azimuts avec le Maroc.

Le 27 décembre 2007, 3 soldats mauritaniens sont abattus à Ghalaouiya et le 16 septembre 2008, 12 autres sont pris en embuscade dans la région de Tourine et décapités. Le « nouveau régime » ne peut y rester insensible, il milite alors contre le paiement des rançons et contre tout compromis<sup>59</sup>.

Dans l'affaire Camatte (2010), l'ex-GSPC-AQMI réclame la libération de deux mauritaniens arrêtés en août 2008 à Gao, le Mali est obligé d'obtempérer aux exigences françaises<sup>60</sup>. Nouakchott et Alger, après la libération de quatre Jihadistes, rappellent leurs ambassadeurs au Mali<sup>61</sup>. Peu après, à Alger, le ministre algérien des Affaires Etrangères s'élève contre le paiement des rançons par le Mali, avec l'aquiescement de ses alliés de la Cen-Sad<sup>62</sup>.

---

définitivement sur le terrain marocain et accuse ouvertement le POLISARIO de connivence avec AQMI dans le dossier des otages espagnols

-Ou encore plus récemment : <http://www.yabiladi.com/articles/details/3920/sahel-sultan-ould-bady-lien.html>

<http://www.yabiladi.com/articles/details/4021/polisario-tout-lien-avec-al-qaida.html>

<http://www.yabiladi.com/articles/details/15338/chef-diplomat-malienne-confirme-presence.html>

<sup>56</sup> <http://www.bladi.info/threads/marocains-deserte-mauritanie.149742/page-12>

<http://maghrebinfo.actu-monde.com/archives/article8746.html> Avant 2004, Bennani était chef des opérations au Sahara.

<sup>57</sup> <http://www.monde-diplomatique.fr/2004/07/ABRAMOVICI/11376>

<sup>58</sup> A l'aube, une centaine d'individus lourdement armés, montés sur une douzaine de véhicules, attaquent une caserne mauritanienne au lieu-dit Lemgheity, près des frontières algérienne et malienne, au cœur des zones de prospection du bassin de Taoudenni, et causent 18 morts et autant de blessés.

<sup>59</sup> *Magharebia*, 03 09 10, "Mauritanian Constitutional Council rejects parts of anti-terrorism law" [http://www.magharebia.com/cocoon/awi/xhtml1/en\\_GB/features/awi/features/2010/03/09/feature01](http://www.magharebia.com/cocoon/awi/xhtml1/en_GB/features/awi/features/2010/03/09/feature01)

: Au début 2010, une loi antiterroriste d'une ampleur sans précédents était adoptée, après bien des contestations de l'opposition, notamment les Salafistes modérés, et finalement de la Cour Constitutionnelle.

-27 05 10, « Nouakchott : des peines pour l'exemple contre les terroristes », S. Benshimon :

En mai 2010, les trois assassins présumés des quatre touristes français (en décembre 2007) sont condamnés à la peine de mort. Quelques jours après, comme par réaction ou vengeance, trois militaires mauritaniens étaient abattus par un autre groupe.

*AFP*, 09 06 10, "Mauritania won't free Qaeda prisoners for hostages" :

Moratinos, ministre des affaires étrangères espagnol, effectuait début juin une visite surprise à Ould Abdel Aziz à Nouakchott. Son ministre de la défense, H. Ould Baba, exprimait immédiatement son positionnement : "Nous ne libérerons aucun terroriste, c'est une question de principe, cela nuirait à la sécurité de notre pays". Il précise son point de vue : « payer des rançons équivaut à financer le terrorisme, et libérer des prisonniers leur donnerait la certitude qu'ils peuvent faire le commerce du premier « Tubâb » qui leur tombe sous la main, ce qui met en danger la vie de ceux qui sont encore ici ! »

<sup>60</sup> *L'Indépendant*, 23/02/10, « Quand ATT veut s'affranchir de la tutelle de l'ogre algérien », M. L. DOUMBIA

Cet article malien de février 2010 spéculait sur les raisons qui conduisent le régime d'ATT à tarder à pacifier la région, il s'agirait de « briser le carcan du paternalisme d'Alger sur Bamako » qui datait de l'ère Modibo Keïta, on a vu plus haut que cette relation a toujours été plus complexe. Il reproche à Alger d'exporter son propre terrorisme et ensuite de vouloir gérer cette situation en régie directe dans le nord Mali. Bamako serait également frustrée face au refus de son « partenaire » d'acquiescer à sa proposition de conférence régionale sur la sécurité dans la bande sahélo-saharienne.

<sup>61</sup> -24 02 2010 « Alger et Nouakchott en colère contre le Mali », <http://sante-plus.org/259-alger-et-nouakchott-en-colere>,

<sup>62</sup> -05 04 2010 « Insécurité, paix et développement dans les régions de Gao, Kidal et Tombouctou », A. A. MAIGA

-*La Tribune*, 13 04 2010, « En vue d'élaborer une stratégie commune de lutte contre le terrorisme, Les chefs d'état-major des pays du Sahel en concluent à Alger », <http://www.latribune-online.com/evenement/32366.html>, Hasna Yacoub :

Il est difficile de ne pas voir dans cette hostilité contre la politique « laxiste » d'ATT, ex-président malien, les prémices du scénario qui, en 2011, va conduire à son éviction, puis au débarquement français dans le Nord-Mali.

### **Actualité :**

Ces derniers temps, Ould Abdelaziz a singulièrement refroidi sa relation avec le Makhzen ; peut-être un froid s'est-il installé en 2010 avec sa visite à Alger, puis avec les divergences sur la question d'AQMI et du Mali...

Les liens sont toujours intimes, mais son cousin, Ould Bouamatou, un milliardaire, est actuellement réfugié à Marrakech pour éviter un redressement fiscal, actionnaire du groupe de presse Mondafrigue, Nouakchott lui reproche d'attaquer régulièrement le gouvernement.

En mars 2013, Abdelmalek Sellal, premier ministre de Bouteflika a rencontré son homologue Moulay Ould Mohamed Laghdaf, à Nouakchott pour la commission algéro-mauritanienne. Il a ensuite organisé avec Abdelilah Benkirane une commission maroco-mauritanienne, mais le mois suivant, on est sans doute revenu à la « neutralité positive ».

### **Conclusion :**

La Mauritanie n'a eu de cesse de se construire dans « l'opposition » aux aspirations de ses voisins et aux forces centrifuges qui leur étaient associés. Les administrateurs coloniaux en ont fait un « pays des Maures » face à la politique générale de l'AOF, et à l'identité Ouest-Africaine. Le ministère des Colonies, puis de l'Outre-Mer a ensuite travaillé à distinguer cette « terre des blancs » du « Sahara Algérien » et du Protectorat Marocain. A partir de 1945, les leaders du TOM ont recherché le soutien de Rabat contre l'AOF, l'équilibre face au projet d'OCRS, puis le soutien de l'AOF, devenue CEDEAO contre Rabat.

En interne, ce rapport de force a commencé par exclure les « nordistes » Sahraouis, tentés par l'option maghrébine mais aussi les négro-africains, tentés par la Fédération du Mali, puis soutenus par Senghor. Durant les deux décennies de dictature de Daddah et de ses affidés maures « sudistes », l'équilibre précaire s'est rompu, les nordistes ont investi le commerce et l'industrie, et ont irrésistiblement poussé Nouakchott vers le Maghreb. Nordistes se sont ensuite mené une guerre sourde et souterraine entre pro-marocains et pro-algériens, sur fond des conflits de la Ligue Arabe tandis qu'ils établissaient un consensus contre les négro-mauritaniens, victimes d'une politique de sédentarisation des maures « sudistes ».

L'Union du Maghreb Arabe s'est forgée dans le renoncement officieux de Nouakchott à la CEDEAO, ce qui a occasionné la « guerre du fleuve » tandis que Rabat jouait la carte du soutien au Sénégal, pour isoler les oligarques Sahraouis proches de la RASD.

De 1991 à 2005, Taya a tenté de prolonger cet équilibre précaire, tout en se rapprochant de Rabat, tandis que l'Algérie sombrait dans la guerre civile. Les deux coups d'Etat de 2005 et 2008 ont achevé cette évolution, et ont inséré le nouveau régime dans une forme d'obédience économique avec Rabat. Les purges ont ainsi agité l'oligarchie maure nordiste, et avantagé les lobbyistes pro-marocains dans les secteurs clé de l'Import-Export.

La RIM aura échoué à se construire comme un pont entre Maghreb et Sahel, entre arabité et africanité. Elle hésite toujours à devenir un simple relais sous l'hégémonie occidentale et marocaine, à l'ère de la diplomatie du chéquier, entre Tanger et Dakar.

---

Lors de la conférence des ministres des Affaires étrangères de l'Algérie, du Burkina Faso, de la Libye, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad, à Alger le 16 mars, le ministre algérien, M. Medelci s'insurge du reniement par le Mali de ses engagements et des conventions le liant à l'Algérie et de la résolution 1904 du Conseil de sécurité des Nations unies qui criminalise le payement de rançon